

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
de la commune de VALENCIN
Séance du 26 Septembre 2022**

L'an deux mil vingt-deux, le vingt-six du mois de Septembre à 19h30, le Conseil Municipal de la Commune de Valencin, dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, dans le lieu habituel de ses séances, à la Mairie de Valencin, au nombre prescrit par la Loi, sous la présidence de Monsieur Bernard JULLIEN, Maire.

Nombre de conseillers en exercice :	23	Date de convocation :	20/09/2022
Présents :	21	Date de publication	28/09/2022
Votants :	23		

Présents : M Bernard JULLIEN – M Pierre SERTIER – Mme Geneviève BEGOUEN-DEMEAUX – M Jean-Louis CIANFARANI – Mme Marie DALMAS – M Christophe SOULIER – Mme Audrey BLANCHON – M Michel LAURENT – M Ludovic HIRTH – M Guy DURAND – M Daniel MOTA – Mme Fanny LAMOUCHE – Mme Nathalie ZAMBARDI – M Gilles DENIS – M Cédric WEBER – Mme Vanessa DEVAUX – Mme Christelle COURTHIAL – Mme Virginie CHRISTOPHE – M Christian TERSIGNI – Mme Véronique BOUCHARD – M Christophe BADUFLE

Absents : Mme GONZALEZ-THOLLIN donne procuration à Mme Fanny LAMOUCHE – M Robert PARISSET donne procuration à Christian TERSIGNI

Secrétaire : M Jean-Louis CIANFARANI

N° 09	<u>Délibération n° 2022-060</u>	Budget service de l'eau potable Remplacement d'une partie de la conduite d'eau potable sous la RD 53 Création d'une AP/CP
-------	---------------------------------	--

Un des principes des finances publiques repose sur l'annualité budgétaire.

Pour engager des dépenses d'investissement qui seront réalisées sur plusieurs exercices, la collectivité doit inscrire la totalité de la dépense la 1^{ère} année puis reporter d'une année sur l'autre le solde.

La procédure des autorisations de programme et des crédits de paiement (AP/CP) est une dérogation à ce principe d'annualité budgétaire.

Cette procédure vise à planifier la mise en œuvre d'investissements sur le plan financier mais aussi organisationnel et logistique, en respectant les règles d'engagement.

Elle favorise la gestion pluriannuelle des investissements et permet d'améliorer la visibilité financière des engagements financiers de la collectivité à moyen terme.

Les autorisations de programme et les crédits de paiement sont encadrés par des articles du CGCT et du code des juridictions financières.

Les autorisations de programme (AP) constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Elles demeurent valables sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées chaque année.

Les crédits de paiement (CP) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées durant l'exercice, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme.

Une autorisation de programme comporte la réalisation prévisionnelle par exercice des crédits de paiement ainsi qu'une évaluation des ressources envisagées pour y faire face (subvention, autofinancement, emprunt). La somme des crédits de paiement doit être égale au montant de l'autorisation de programme.

Les autorisations de programme sont votées par le Conseil Municipal, par délibérations distinctes, lors du vote du budget ou de décisions modificatives.

La délibération initiale fixe l'enveloppe globale de la dépense ainsi que sa répartition dans le temps et les moyens de son financement. De cette délibération, l'exécution peut commencer.

Les crédits de paiement non utilisés une année doivent être repris l'année suivante par délibération du Conseil Municipal.

Toutes les autres modifications (révision, annulation, clôture) doivent faire l'objet d'une délibération.

Le suivi des AP/CP est également retracé dans une annexe du budget primitif, des décisions modificatives et du compte administratif.

En début d'exercice budgétaire, les dépenses d'investissement rattachées à une autorisation de programme peuvent être liquidées et mandatées jusqu'au vote du budget (dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme).

Vu les articles L2311-3 et R2311-9 du CGCT portant définition des autorisations de programme et des crédits de paiement

Vu l'article l263-8 du code des juridictions financières portant sur les modalités de liquidation et de mandatement avant le vote du budget

Vu le décret 97-175 du 20 février 1997 relatif à la procédure des autorisations de programme et crédits de paiement,

Vu l'instruction codificatrice M49

Monsieur le Maire explique que les travaux de remplacement d'une partie de la conduite d'eau potable sous la RD 53 vont débuter au 4^e trimestre 2022 pour environ 8 mois. Initialement les travaux auraient dû démarrer fin du premier semestre pour s'achever en fin d'année.

Monsieur le Maire propose d'ouvrir en 2022 dans le budget du service de l'eau potable une autorisation de programme /crédits de paiement afin de répartir le coût prévisionnel de ces travaux sur les exercices budgétaires 2022 et 2023.

Il est proposé au Conseil Municipal d'ouvrir pour l'année 2022 l'autorisation de programme/crédits de paiement suivante :

N° AP	Libellé	Montant AP	CP 2022	CP 2023
AP 2022-001	Remplacement d'une partie de la conduite d'eau potable sous la RD 53	139 050 € HT	90 900 € HT	48 150 € HT

Les dépenses seront financées par l'autofinancement.

Il est indiqué que les crédits 2022 sont déjà inscrits au budget. Une décision modificative n'est donc pas nécessaire.

Où cet exposé et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

- ✚ **DECIDE** d'ouvrir l'autorisation de programme et crédits de paiement (AP/CP) telle qu'indiquée dans le tableau ci-dessus,
- ✚ **DIT** que les crédits 2022 sont inscrits dans le budget 2022 et qu'il n'est donc pas nécessaire de prendre une décision modificative.
- ✚ **AUTORISE** Monsieur le Maire, jusqu'à l'adoption du budget 2023, à liquider et mandater les dépenses correspondantes aux crédits de paiement 2023 indiqués dans le tableau ci-dessus.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus par les membres présents.

Le Maire,
Bernard JULLIEN

Le secrétaire
Jean-Louis CIANFARANI

Pour copie conforme,
Valencin, le 27/09/2022

Transmis à la sous-préfecture
Le 28/09/2022